

Accord départemental
PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE
DES SALARIÉS NON CADRES
DES ENTREPRISES D'HORTICULTURE ET DE PÉPINIÈRES
(Allier)

(3 septembre 2009)
(Etendu par arrêté du 17 mars 2010,
Journal officiel du 25 mars 2010)

AVENANT N° 3 DU 19 SEPTEMBRE 2014

NOR : AGRS1597089M

Entre :

Le syndicat des producteurs de l'horticulture et des pépinières de l'Allier ;

La FDSEA de l'Allier ;

La FNSEA de l'Allier ;

Le syndicat des employeurs de main-d'œuvre de l'Allier ;

La fédération des entrepreneurs des territoires de l'Allier ;

La FDCUMA de l'Allier,

D'une part, et

Le SNCEA CFE-CGC ;

La CFTC-Agri ;

L'UD FGA CFDT de l'Allier,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le titre de l'accord est remplacé par le suivant :

« Accord départemental du 3 septembre 2009 sur un régime de prévoyance des salariés non cadres des entreprises de la production agricole de l'Allier ».

Article 2

Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 5.1 « Garantie décès » sont remplacées par les suivantes :

« un capital décès égal à 100 %, majoré de 25 % par enfant à charge, du salaire brut total soumis à cotisations perçu pendant les 12 derniers mois précédant le décès ; en cas de décès avant 12 mois d'ancienneté, le capital décès est calculé sur la base du salaire moyen mensuel du salarié multiplié par 12 mois ».

Article 3

L'article 7.4 est remplacé par le suivant :

« Article 7.4

Suspension du contrat de travail

Suspension du contrat de travail pour maladie,
accident (toutes origines) ou pour maternité

En cas d'arrêt de travail pour maladie, accident ou maternité pris en charge par la MSA et intervenant après la date d'affiliation au régime, les garanties prévues en cas de décès et d'incapacité permanente professionnelle sont maintenues sans versement de cotisations pour tout mois complet civil d'absence. Si l'absence est inférieure à 1 mois, la cotisation est calculée sur le salaire et/ou complément de salaire versé par l'employeur. »

Article 4

Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l'extension, sera établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Il prendra effet au premier jour du trimestre civil suivant la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel* et, au plus tôt, le 1^{er} janvier 2015.

Fait à Moulins, le 19 septembre 2014.

(Suivent les signatures.)